



Rapports d'activités

2008 - 2009 - 2010 - 2011

- I. Rapport d'activités 2008/2009 Pp 2-16
- II. Rapport d'activités 2010 Pp 17-28
- III. Rapport d'activités 2011 Pp 29-37





Association Citoyenne de
Défense des Intérêts Collectifs

ACDIC

Citizens Association for the
Defence of Collective Interest



RAPPORT D'ACTIVITES

2008.2009

Renforcement des acquis de la campagne poulets congelés

Après une longue campagne menée, nous avons obtenus d'importants résultats, notamment : (i) la limitation des importations des découpes de poulets congelés, (ii) la réforme de la fiscalité de ponte sur les importations. Comme effets / impacts, nous pouvons citer (i) la relance de la filière et (ii) la subvention de celle-ci par le gouvernement de la république du Cameroun. Dans la période concernée par le présent rapport, notre action a consistée à faire la veille citoyenne pour le renforcement des acquis énoncés ci-dessus. Cet axe d'activité avait pour objectif de consolider les résultats obtenus en termes de limitation des importations de découpes de poulets congelés et de relance de la production locale, à la suite de la campagne menée. Les actions suivantes ont été menées dans cet axe au courant des six derniers mois :

DES ACTIONS DE VEILLE

Par rapport à la surveillance des importations, le dispositif de veille mis en place à fonctionner. Notamment,

La veille sur les marchés :

- Les équipes locales ont poursuivi les visites dans les poissonneries et les points de vente des viandes pour s'assurer que les découpes de poulets congelés ne sont pas vendues sur le marché. Il faut dire que de faibles quantités de découpes sont visibles dans quelques points de vente.
- A la suite des enquêtes menées conjointement avec l'Interprofession avicole du Cameroun

(IPAVIC), pour identifier les chambres froides dans lesquelles ces produits sont conservés, les démarches ont été entreprises auprès des autorités compétentes et ont aboutis. Dans la ville de Yaoundé, des brigades mixtes constituées des Agents du Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), des agents des sous préfectures des localités dans lesquelles se trouvent les chambres froides, des forces de l'ordre, de l'IPAVIC et de l'ACDIC, ont procédé à des saisies et des destructions de cargaison de découpes entrés frauduleusement et vendu clandestinement sur les marchés.



La veille aux points d'entrés au niveau du port autonome de Douala et des frontières terrestres :

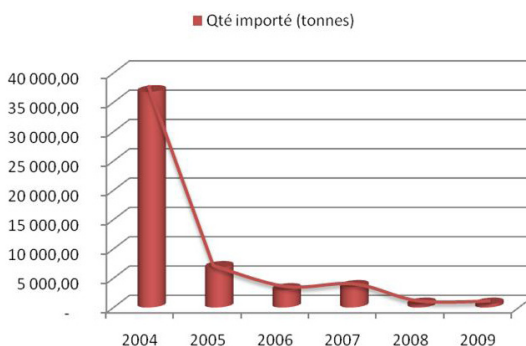
- Les statistiques sur les importations des découpes de volailles ont été collectées au niveau du port de Douala et ont permis d'établir la courbe d'évolution ci-contre de ces importations sur la période de 2004 à 2009. On remarque que les importations ont considérablement diminués. Au regard du listing des importations, il apparaît que les petites quantités qui continuent d'être importées sont les commandes des représentations diplomatiques pour la satisfaction de leurs besoins individuels.
- Les brigades mises en place dans les régions du Sud et du Sud – Ouest ont continué de fonctionner. Elles ont réalisés des saisies avec les agents du MINEPIA.

Tableau 1

Evolution des importations de volailles au Cameroun de 2004 à 2009

Année	Quantité importé (tonnes)	Taux de Croissance
2004	36 775,90	
2005	6 765,84	-82%
2006	2 992,84	-56%
2007	3 525,41	18%
2008	533,88	-85%
2009	527,07	-1%

Evolution des importations de découpes de volailles au Cameroun entre 2004 et 2009 (en tonnes)



RELEVÉ DES STATISTIQUES SUR LA FILIÈRE

Un mécanisme de collecte des données sur la filière avicole est mis en place au niveau des régions et du service technique du Secrétariat Permanent.

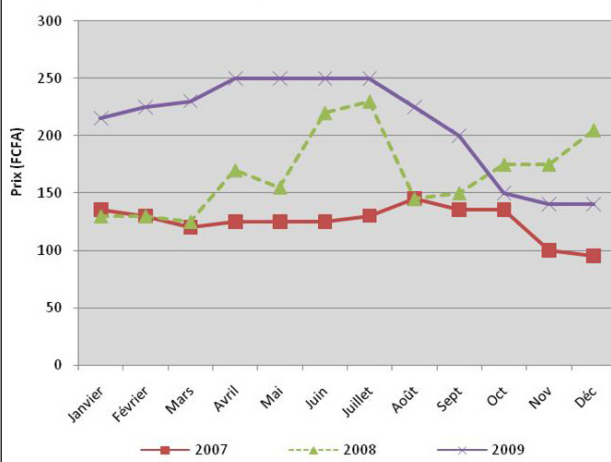
- Des statistiques sur les prix des produits (maïs et poulet) ont été collectées sur les marchés des villes de Douala, Yaoundé, Bafoussam. Ces données ont permis d'établir une courbe d'évolution du prix du poulet sur la période de juillet 2008 à juin 2009.

Tableau 2

Actions de veille sur le relevé des statistiques

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
2007	135	130	120	125	125	125	130	145	135	135	100	95
2008	130	130	125	170	155	220	230	145	150	175	175	205
2009	215	225	230	250	250	250	250	225	200	150	140	140

Evolution du prix du maïs entre 2007 et 2009



SOUTIEN À L'INTER- PROFESSION AVICOLE

Un des effets de la campagne menée par l'ACD/C a été la subvention de la filière par le gouvernement.

En 2009, le Ministère de l'Économie de Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT), dans le cadre de la convention avec l'IPAVIC a octroyé une nouvelle subvention d'un milliard de FCFA. L'ACD/C s'est impliquée dans la gestion d'une crise survenue au sein de l'IPAVIC. Notamment la création d'une Union des Éleveurs du Centre Sud Ouest (UACSE), qui est une organisation d'éleveurs membres de l'IPAVIC qui estiment que l'interprofession est à la solde des accouveurs et ne travaille pas pour promouvoir les petits éleveurs.

Pour aider à régler ce conflit, plusieurs réunions formelles et informelles ont été organisées avec les différentes parties. A ce jour, L'UACSE est en voie de devenir membre de l'Interprofession.

SOUTIEN AUX DYNAMIQUES DE PRODUCTION LOCALES

Dans le soutien aux dynamiques de production locales, nous avons apporté une aide à la mise en place de l'UACSE (l'Union des Aviculteurs du Centre Sud Est) une plate forme professionnelle membre de l'IPAVIC qui regroupe les petits éleveurs.



Résultats atteints

CAMPAGNE POULETS CONGÉLÉS

Assurer une veille sur les importations

- Les réseaux constamment démantelés et dénoncés
- Des cargaisons importées frauduleusement sont régulièrement saisies dans le sud (au second semestre 2009, une centaine de cartons de 25 kg de poulet congelés frauduleux ont saisis)
- Les statistiques d'importation des découpes de poulet sont disponibles pour l'année en cours.

Relevé des données sur la filière

- La courbe d'évolution des prix du poulet local sur les marchés mois par mois est disponible et publiées.
- De même nous avons pu collecter les statistiques sur la production locale.

Soutien aux dynamiques de production locale

- Depuis juillet 2008, le Gouvernement accorde des subventions à la filière avicole (1,2 milliards de FCFA en 2008, 1 milliards en 2009)
- Un projet de soutien aux petits aviculteurs est créé par le gouvernement

Activités médiatiques relatives à la problématique avicole

- Large sensibilisation de l'opinion sur les problèmes de la filière
- Le rôle de l'ACD/C est connu et reconnu pour le soutien à la filière avicole.





Campagne souveraineté alimentaire

Dans cette période, les activités relatives à la campagne pour la souveraineté alimentaire se sont concentrées sur deux objectifs : (i) la protection des marchés domestiques des produits agricoles, (ii) la bonne gouvernance dans le secteur du développement rural.

PLAIDOYER POUR LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LE SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

A titre de rappel, l'ACDIC a menée en décembre 2008 une action d'aclat visant à dénoncer les détournements de fonds de subvention dans le programme d'appui à la filière maïs du MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural) du Cameroun. A la suite de cette action, la commission nationale Anti-Corruption s'est saisie de l'affaire et une enquête de vérification a été lancée.

Au mois de juillet 2009, le rapport de l'enquête commanditée par le Président de la Commission Nationale Anti Corruption (CONAC) par rapport aux accusations formulées par l'ACDIC sur la gestion des fonds alloués à la subvention des petit producteurs dans le cadre du Programme Maïs au Cameroun, a été rendu public. Ce rapport a confirmé tous les faits dénoncés par l'ACDIC, et a publié une liste de 49 fonctionnaires et autres

personnes supposées avoir été impliqués dans les actes de malversation dans la gestion des subventions au programme maïs.

Suite à la publication de ce rapport, plusieurs actions ont été menées :

- L'ACDIC a entrepris des démarches auprès des autorités compétentes (Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural,



Président de la CONAC) pour que les personnes présumées avoir commis des actes de malversation soient sanctionnées. Mais ces responsables n'ont pas réagis de la manière souhaitée.

- Face à cette réticence, l'ACDIC a entrepris de déposer une plainte contre les personnes présumées, en se constituant partie civile. A cet effet le pool de conseils juridiques de l'ACDIC a été mis à contribution, le dossier de la plainte a été monté et déposé, le procureur a jugé la plainte recevable, et a demandé une enquête judiciaire approfondie.
- Dans le cadre de l'enquête préliminaire, les membres de l'ACDIC dont le Président,

le Secrétaire Permanent, le Président de l'ACDIC-Centre, etc. ont été entendus par la gendarmerie sous procès verbal.

- A ce jour, les auditions se poursuivent dans le cadre de l'enquête judiciaire. Et l'ouverture du procès est attendue.

Nous avons utilisé l'opportunité qu'offrait la tournée dans les dix régions pour faire la sensibilisation sur la problématique de la bonne gouvernance dans le secteur agricole sur la base des faits observés dans la gestion du programme maïs. Pendant toutes les assemblées régionales, une heure de temps a été consacrée à un échange sur la situation du programme maïs, et l'opinion des membres étaient requis sur la démarche à adopter.



Résultats atteints

CAMPAGNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Capitalisation et information du public sur la campagne de collecte des pétitions

- La campagne de collecte des pétitions a été réalisée
- Le Gouvernement a pris en compte le message des populations, et les budgets alloués au ministère de l'agriculture est en constante augmentation depuis 2007. Il est passé de 27 milliards de FCFA à 60 milliards environ en 2009.
- De même de nombreux projets ont été mis en place avec des lignes de crédits prévues pour la subvention des activités de production.

Plaidoyer envers le législatif

- Plusieurs dîners parlementaires organisés dont le dernier le 27 novembre 2009
- Distribution de tous les supports produits.

Plaidoyer envers l'exécutif

- Dénonciation des pratiques de détournements des fonds au programme maïs
- Dénonciation de la mauvaise gestion des 60 tracteurs offerts au Cameroun par le gouvernement indien.
- Participation à l'enquête commise par la Commission Nationale Anti Corruption (CONAC) en vue de la vérification des faits de corruption dénoncés par l'ACDIC. Confirmation des faits par le rapport de la CONAC.
- Lancement d'une procédure judiciaire par l'ACDIC et la CONAC envers les 49 présumés responsables des malversations identifiés par la CONAC.

Participation aux rencontres internationales

- Participation au forum social mondial de Belém au Brésil
- Participation au Forum Social Africain de Niamey au Niger
- Participation aux rencontres de la société civile africaine sur les négociations des APE
- Participation active au sein du Réseau Africain du Commerce.

ACTIONS MÉDIATIQUES

Comme à l'accoutumée, les médias ont fortement contribué à la réalisation des objectifs poursuivis. De nombreuses actions médiatiques ont été menées à

travers les publications des articles, des dossiers de presse et des émissions, dans la presse écrite, la radio et la télévision, ainsi que le suivi des actions médiatiques.

Tableau 3

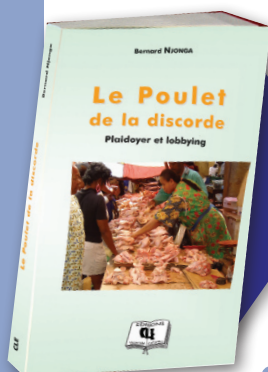
Situation des actions médiatiques dans la période concernée par le présent rapport

Type de média	Nombre de publication	Observations
Presse écrite	131 articles, interviews et dossiers publiés	Publication faite par 22 organes de presse nationaux et 7 organes de presse internationaux.
Radio	122 émissions radio et publications dans les journaux parlés radios	Les publications comprennent les passages aux éditions du journal, les débats, et les reportages. Publications faites par 09 radios nationales et 04 radios internationales
Télévision	38 publications à la télévision	Les publications comprennent les passages aux éditions du journal, les débats, et les reportages. Publications faites par 07 chaînes nationales et 03 chaînes internationales
Internet	La recherche sur Google donne plusieurs centaines de publications	Ces publications sont les référencement de l'ACDIC et de divers acteurs dont les médias et autres organisations travaillant sur les thématiques similaires.

Résultats atteints

Les Production et multiplication des outils de campagne

- Deux livres blancs ont été produits (pour la campagne souveraineté alimentaire et pour la campagne maïs)
- Deux films documentaires ont été produits :
 - « **souveraineté alimentaire** : l'Afrique s'enfonce »
 - « **Corruption au Minader** : la bombe du Maïs »
- Quatre spots télé ont été réalisés pour différents évènements (manifestations, lancement des campagnes, etc.)
- Plusieurs ateliers de formation ont été organisés.



- Le Poulet de la discorde, livret présentant le récit d'une action sociale visant à modifier une situation alimentaire intolérable pour l'ensemble de la population d'un pays - le Cameroun.
- Impression de 15.000 livres blanc "CRISE DU MAÏS" en versions française et anglaise.
- Impression de 15.000 livres blanc "SOVERAINETE ALIMENTAIRE" en version française et anglaise.

ACTIVITÉS MÉDIATIQUES

Plaidoyer envers les consommateurs

- Vaste campagne médiatique organisée pour la sensibilisation et la mobilisation de l'opinion
- Organisation d'une conférence de presse le 03 décembre 2008
- Une manifestation publique a été organisée le 10 décembre 2008 et violemment réprimée
- Un large débat public s'est créé autour de la gouvernance au Minader
- Selon des témoignages recueillis tous les responsables de programmes au Minader commencent à faire attention aux écarts de gouvernance
- Certains responsables de programme s'adressent à l'ACDIC par rapport aux problèmes de gouvernance dans la gestion de leurs programmes (au moins 02 cas).

NOS PUBLICATIONS

Au-delà des publications, nous avons également produit et diffusé six (06) éditions de L'APPEL CITOYEN. C'est le magazine interne d'information des membres de l'ACDIC :

- Le journal est imprimé à 10 000 exemplaires et encarté dans La Voix Du Paysan (LVDP).
- 1 500 exemplaires de chaque édition sont réservés et envoyés dans les structures décentralisées de l'ACDIC pour distributions aux membres aux fins d'information. Les autres sont distribués aux abonnés de LVDP.





Construction du DAF, société civile

Le réseau DAF (Dynamiques Africaines) est une plate forme des organisations de la société civile d'Afrique Centrale. L'ACDIC a été avec l'IREC et le SAILD à la base de la création de cette dynamique. Pour son développement, le plan d'action 2007-2009 de l'ACDIC lui a été consacré. Ses activités ont été structurées autour de trois grandes lignes : (i) une campagne régionale pour la souveraineté alimentaire, (ii) la participation aux négociations APE, (iii) le renforcement institutionnel du réseau.

CAMPAGNE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE RÉGIONALE

Au Tchad et en Centrafrique,

Les travaux complémentaires ont été entrepris pour finaliser les études en vue de la campagne pour la souveraineté. Une enquête de consommation des denrées de première nécessité a été réalisée pour déterminer le taux de pénétration des produits

importés dans la consommation courante des populations. Les rapports des enquêtes menées en RCA et au Tchad sont disponibles.

Au Cameroun,

La campagne souveraineté alimentaire est suffisamment avancée.

PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS APE

Nous avons entrepris de mettre en place un espace de débat sur les négociations APE au sein de la société civile d'Afrique Centrale. Des Clubs APE ont été mis en place dans trois pays (RCA, Tchad Cameroun).

Dans chacun des pays, la mise en place du Club se faisait dans le cadre de trois jours d'activités

comprenant :

- Un atelier d'échanges et discussions sur l'évolution des négociations APE en Afrique Centrale (02 jours)
- Une conférence publique sur la dimension développement des APE.

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU RÉSEAU

- Les DAF de trois pays (Cameroun, Tchad, Centrafrique) ont été dotés de Secrétaires Permanents
- Une rencontre d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action intérimaire à mi-parcours a été organisée au Cameroun. Elle réunissait tous les Secrétaires permanents et le Secrétaire Exécutif.
- Le nouveau plan d'action du réseau pour la période 2010 – 2012 a été élaboré et est en cours de négociation.
- Trois éditions du magazine Eclat d'Afrique ont été produites.
- Les charges courantes ont été assurées.

Résultats atteints

Par rapport à la campagne souveraineté alimentaire

- Le Réseau fonctionne et ses instances sont mises en place, notamment :
- Les démembrements du réseau existent au Cameroun, au Tchad, en Centrafrique et au Congo.
- Ces démembrements sont dotés de Secrétaires Permanents qui assurent la gestion technique du réseau
- Les DAF Pays ont tenu des Assemblées et ont désigné leurs représentants
- Au Tchad et en RCA les enquêtes complémentaires pour la campagne souveraineté alimentaire ont été réalisées et les rapports sont disponibles



CONSTRUCTION DU RÉSEAU DAF

Participation aux négociations APE

- L'implication des OSC de la région dans les instances de négociation de l'APE (L'ACD/C en tant que membre du Réseau, assure sa participation aux négociations des APE).
- Le Réseau a initié la mise en place des espaces d'échanges et de discussion sur les APE dénommés « Club APE », au Cameroun, au Tchad et en Centrafrique.
- Organisation de trois ateliers pays d'échanges et de discussion sur l'évolution des négociations
- Organisation de trois conférences publiques (au Cameroun au Tchad et en Centrafrique sur le thème « APE et développement de l'Afrique Centrale ».
- Organisation de plusieurs émissions radio dans les trois pays (une dizaine), et publication d'articles dans la presse écrite (6).
- Animation d'une mailing List
- Participation aux réunions du Comité National de suivi et de coordination des négociations APE au Cameroun, au Tchad et en Centrafrique.

Renforcement des capacités des membres du réseau

- Le DAF a obtenu la reconnaissance comme organisation internationale de droit camerounais.
- Les procédures de reconnaissances au Tchad et en Centrafrique sont en cours.
- Les membres du Réseau effectuent des voyages d'échange d'expériences.

Renforcement institutionnel du réseau

- Le Réseau comporte une trentaine d'organisations membres
- Le Comité de Coordination tient ses réunions
- Le Secrétariat Exécutif et le Secrétariat Permanent fonctionnent
- Les démembrements du Réseau au Tchad et en Centrafrique disposent d'un Secrétariat Permanent logés dans les bureaux des organisations membres.
- Un audit a été réalisé et le rapport d'audit approuvé par la DDC.



Renforcement institutionnel de l'ACDIC

Comme annoncé dans le rapport du semestre précédent, une tournée dans les dix régions du Cameroun a été organisée sur instruction du Bureau Exécutif. Elle avait pour objectifs : (i) de renouveler les équipes d'animation des structures décentralisées, (ii) de présenter le bilan des activités menées au cours des six premières années d'existence de l'ACDIC, (iii) d'échanger avec les membres à la base sur les activités menées et les activités à venir, (iv) Renforcer les capacités des membres de l'ACDIC par rapport à la perception de l'action citoyenne. La réalisation de cette tournée a entraîné une forte mobilisation des ressources (financières et humaines). Plusieurs actions ont été menées, notamment :

LA PRÉPARATION

- Deux ateliers de réflexion et de planification stratégique de cette tournée ont été organisés ;
- Plusieurs outils ont été produits pour faciliter la communication avec les membres à la base. Notamment : (i) un film documentaire sur le bilan des six années d'activités de l'ACDIC, intitulé « ACDIC : Six années d'actions pour le bien être des populations ».

Dans ce film, le président de l'ACDIC raconte toutes les campagnes organisées, sur fond d'images et d'extraits de reportages ; (ii) Un film documentaire sur les différentes étapes de la tournée ;

- Des voyages d'échanges ont été organisés pour un partage d'expériences pour l'organisation des assemblées générales régionales.

LE DÉROULEMENT DE LA TOURNÉE

Du 20 juillet au 29 août 2009, nous avons organisés 10 assemblées dans les 10 régions du Cameroun. Dans toutes les régions, plusieurs

activités ont ponctué les AGR, notamment :

- **Les visites de courtoisie auprès des autorités administratives des régions :**



Dans toutes les régions, une délégation de l'ACD/AC était reçue par le Gouverneur (06 régions) ou par le Préfet (04 régions). Dans toutes ces régions, les autorités rencontrées ont adressés des félicitations à l'ACD/AC pour le travail effectué et ont marqué leur disponibilité à soutenir les actions de l'ACD/AC tant qu'elles restent dans le cadre de la loi.

● **Les activités médiatiques :**

Dans toutes les régions, des émissions radios ont été organisées dans les chaînes locales. D'autre part, des communiqués radio ont été diffusés plusieurs jours avant les Assemblées Régionales dans plusieurs chaînes de radio locale; enfin, toutes les Assemblées ont fait l'objet d'une couverture médiatique.



● **Chacune des Assemblées régionales comportait trois points à l'ordre du jour :**

- (i) la présentation du bilan de l'ACD/AC, (ii) les échanges avec les membres sur les activités futures, et (iii) la désignation des responsables des bureaux régionaux.



LES RÉSULTATS

Au terme de la tournée les résultats importants ont été atteints :

- Le renouvellement des bureaux régionaux dans toutes les régions, avec l'entrée de 60% de nouvelles personnes dans les équipes d'animation ;
- Une meilleure compréhension des missions et objectifs de l'ACDIC par les membres au niveau des régions ;
- Le rétablissement d'un climat de confiance entre l'ACDIC et les autorités administratives dans les régions à la suite de nombreux incidents qui ont eu lieu et qui jetaient la confusion dans le rôle de l'ACDIC ;
- Le renforcement des capacités des membres des structures décentralisés par rapport aux stratégies de mobilisation ;
- L'identification des aspirations des membres en termes d'orientation des activités pour l'avenir ; ceci nous a permis d'élaborer un plan d'action qui tient compte des avis des membres à la base ;
- Le renforcement de la sensibilisation sur la campagne souveraineté alimentaire.

Résultats atteints

En vu de redynamiser les structures décentralisées, des assemblées régionales ont été organisées dans les dix régions du Cameroun. Elles ont permis :

- de renouveler les bureaux en charge de l'animation des activités dans les dix régions (changement à plus de 60% des personnes)
- d'informer les membres à la base sur le bilan des six années d'activités de l'ACDIC
- de consulter les membres à la base pour l'élaboration d'un plan d'action 2010 – 2012

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES

- de l'ACDIC
- de rétablir la confiance entre l'ACDIC et les autorités administratives des Régions
- de sensibiliser l'opinion en général sur les missions de l'ACDIC et sur les campagnes en cours d'exécution
- renforcer la mobilisation des membres à la base autour des objectifs de l'ACDIC
- de renforcer les liens entre les régions à travers les voyages d'échanges d'expériences.



Les Recettes

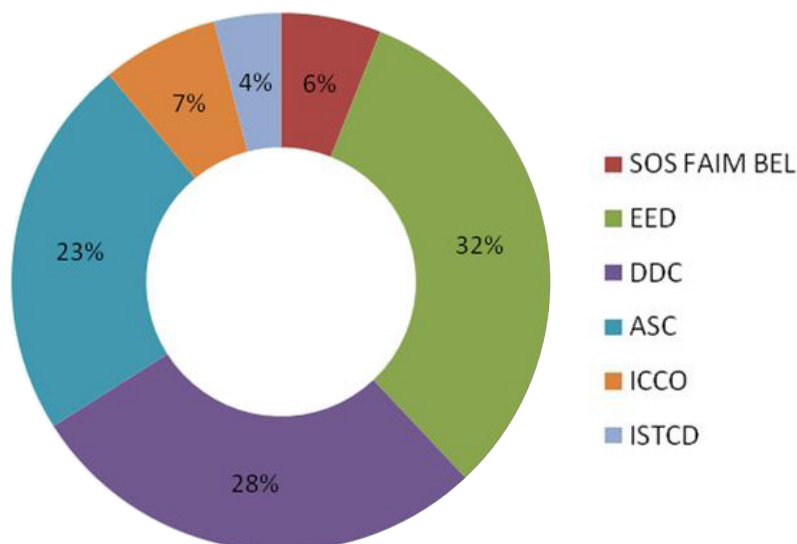
Les recettes totales de l'ACDIC pour l'exercice 2008/2009 s'élèvent à **560 594 265 FRANCS CFA** origine des subventions et produits internes.

1. Les subventions

Les subventions totales des partenaires affectées à la période 2008/2009 s'élèvent à **554 270 152 FRANCS CFA**. Cette somme est répartie comme suit : **538 310 152 FRS CFA** affectés aux charges de fonctionnement (**soit 97 %**) et **15 960 000 FRS CFA** aux charges d'équipement.

2. Les produits internes

Au cours de l'exercice 2008/2009, l'ACDIC a généré des fonds propres pour un montant de **6324 113 FRANCS CFA**. Soit **1 %** du total des produits de fonctionnement.





Les dépenses

Le total des charges de la période s'élèvent à **531.646.621 FRSCFA**. Les dépenses d'équipement s'élèvent à **15.960.000 FRSCFA**, soit un total emploi de **547.606.621 FRSCFA**.

Le Bilan de l'ACDIC au 31 Décembre 2009

ACTIFS	Actifs	31/12/2009
	immobilisations	27 395 993
	dépôt	150 000
	valeur réalisables	44 092 734
	autres partenaires	31 356 542
	valeurs disponibles	96 644 080
	Total Actif	199 639 349

PASSIF	Passif	31/12/2009
	Capitaux propres	53 220 034
	Subvention	
	Capitalisé nettes	27 395 993
	Créances et fournisseurs	49 486 658
	ONG/Projets	69 536 664
Total Passif	199 639 349	

Les Charges de l'ACDIC en 2008/2009

CHARGES	Charges	Montant en CFA	%
	Activités	339 882 612	62%
	Fonctionnement et gestion	146 235 780	27%
	Animation de la vie associative et renforcement des capacités	13 339 585	2%
	Equipement	15 960 000	3%
	Dotations (Amortissement/Provisions)	32 188 644	6%
	Total des Charges	547 606 621	100%

Résultat de gestion de l'ACDIC au 31 Décembre 2009

Le résultat net de l'exercice à **12 987 644 FRANCS CFA**

RESULTATS	Postes	Année 2008/2009
	Produits	560 594 265
	Charges	547 606 621
	Résultats	12 987 644



RAPPORT d'activités 2010



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE S.E. M. LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT
ET LA COORDINATION DU MINCOMMERCE AVEC LA COALITION DES OSC
**JOURNEE NATIONALE DE DEGUSTATION
DE PRODUITS CAMEROUNAIS**
Palais des Congrès, Yaoundé Vendredi 30 Juillet 2010



Titre du Projet :

RAPPORT ACDIC

Période :

Du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

INTRODUCTION

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'exécution du plan d'action 2010 -2012 de l'ACDIC. Il rend compte des activités réalisées dans la période du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2010 conformément à l'accord de coopération.

Il comporte trois parties, (i) un résumé des activités principales et des résultats du projet dans la période, (ii) une vue d'ensemble des activités prévues, ainsi qu' (iii) une situation du personnel et de la direction du projet.

1^{ère} partie

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES ACTIVITÉS

1. Campagne souveraineté alimentaire

La campagne pour la souveraineté alimentaire comporte deux sous axes d'activités, notamment (i) la consolidation des acquis de la campagne poulets congelés, et (ii) la promotion de la production agricole locale.

- **Consolidation des acquis de la campagne poulet congelé**

Dans ce volet nous avons poursuivi la veille aux frontières sur les importations des découpes de poulets congelés. Il ressort de cette veille que des quantités résiduelles de poulets congelés continuaient d'entrer sur le territoire camerounais à travers les frontières terrestres au premier semestre de l'année 2010. Principalement la frontière avec la Guinée Equatoriale dans la Région du Sud du Cameroun. La poursuite de la veille et

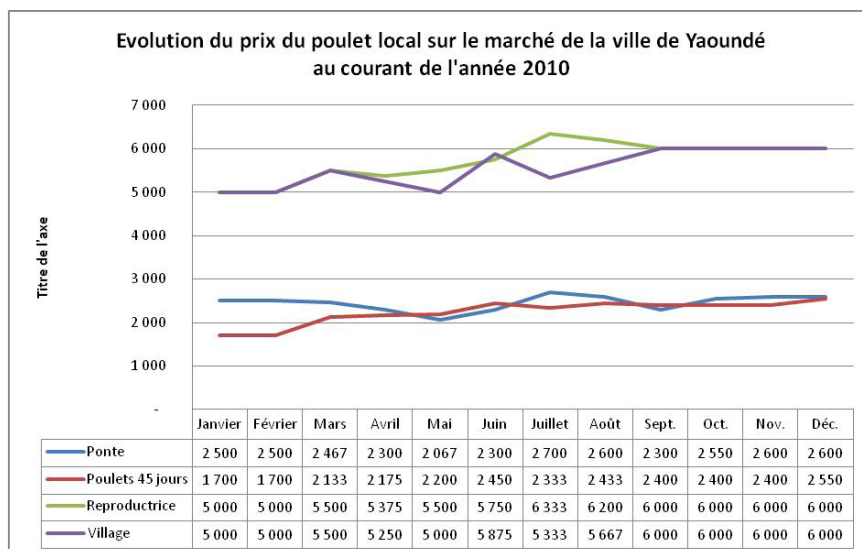
de la traque des poulets importés ont permis de constater une absence de ces découpes au second semestre. Bien plus, dans certaines poissonneries, il y a du poulet entier fourni par des producteurs locaux.

Par ailleurs, nous avons poursuivi la collecte des données sur les prix du poulet local sur les marchés. Le tableau ci-dessous permet de constater que tout au long de l'année, les prix du poulet ont varié sur le marché de Yaoundé.

Prix	Ponte	Poulets 45 jours	Reproductrice	Village
Minimum	2 067	1 700	5 000	5 000
Maximum	2 700	2 550	6 335	6 000
Variation	31%	50%	27%	20%

Les prix ont été au plus bas au courant du mois de janvier sauf pour les poules pondeuses pour

lesquelles les prix les plus bas ont été obtenus au courant du mois de mai. Et les prix maximums au mois de juillet pour les poules pondeuses, au mois de décembre pour les poulets de 45 jours, les mois de juillet et août pour les reproductrices, à partir du mois de juillet pour les poulets du village (ordinaire).



Saisie de poulets congelés dans une chambre froide et une poissonnerie la région du Centre - Yaoundé



● **Promotion de la production agricole locale**

Cet axe d'activité a constitué l'essentiel de nos activités au cours de l'année 2010. En effet, en raison de l'annonce de l'organisation d'un Comice Agro pastoral en 2010, faite par le Président de la République du Cameroun dans son discours de fin d'année à la Nation, le Bureau Exécutif de l'ACDIC a décidé que l'occasion soit saisie pour poser les problèmes structurels de la production agricole au Cameroun. L'organisation a donc entrepris à structurer le discours et articuler la participation à cet important rendez-vous de l'agriculture au Cameroun.

C'est dans ce cadre que la « Campagne zéro produit alimentaire importé au comice agro pastoral d'Ebolowa 2010 » a été organisée avant de prendre le nom au second semestre de « **Coalition pour la Souveraineté Alimentaire au Cameroun** » (COSAC). Une série d'activités ont été tenues dans le sens d'une part du plaidoyer pour un comice

sans produits alimentaires importés avec l'offre de produits alimentaires alternatifs camerounais à travers le maillage de partenariats intelligents, et d'autre part, la participation au comice à travers un village artisanal érigé sur 2000 m2 et des activités de promotion, de dégustation, et de débats thématiques.

Plaidoyer pour un comice sans produits alimentaires importés

- **Une étude** ayant pour objectifs de (i) montrer la forte dépendance du Cameroun par rapport aux denrées alimentaires importées à travers les données sur les importations collectées au port de Douala, (ii) évaluer les besoins alimentaires à satisfaire pour les populations qui viendront participer au comice à Ebolowa pour le riz, le lait, le poulet, les œufs de table, le maïs, (iii) faire des propositions en vue de booster la production agricole au Cameroun. Cette étude a conduit à quatre demandes fortes :
 - o Que le Gouvernement prenne la décision que tout produit de boulangerie produit au Cameroun incorpore 20% de farines locales.
 - o Que les importations de riz soient plafonnées à 400 000 tonnes par an
 - o Que le Gouvernement crée des Centres de

Promotion des Cultures Vivrières (CPCV)

- o Que les comices agropastoraux soient institutionnalisés

- **Organisation d'une campagne de sensibilisation**, à travers des supports de communication que nous avons produits.

- o Un livre blanc produit et imprimé en 15 000 exemplaires
- o 40 posters géants, et une demi-douzaine de posters pour certains partenaires
- o Un album photo spiralé tiré en 5 000 exemplaires (58 pages) portant sur les produits agricoles du Cameroun.
- o Deux fiches techniques manioc et riz tirées en 30 000 exemplaires.

L'organisation de journées nationales de dégustations des produits locaux :

Organisées en partenariat avec le Gouvernement de la République à travers le Ministère du Commerce. Placées sous le signe de la stimulation de la production effective du riz local, du pain enrichi à 10% de farine locale (patate, manioc et maïs) et des produits laitiers. Elles ont eu lieu à Yaoundé et à Ebolowa. Pour l'organisation plusieurs partenaires ont été impliqués : Les institutions de recherche (l'IRAD d'EKONA et l'Université de N'Gaoundéré), les producteurs de riz (la SEMRY, l'UNVDA), les pâtisseries, les producteurs de produits laitiers (APESS, TADU DAIRY), etc. Une exposition des produits locaux divers a été organisée avec une trentaine de stands offerts aux organisations de producteurs de produits agricoles transformés localement. La priorité a été accordée aux organisations de femmes rurales.

A Yaoundé, la cérémonie de dégustation des produits locaux a eu lieu au Palais des congrès, le 30 juillet 2010. Elle a été marquée par la participation du Gouvernement représenté par sept (07) ministres conduits par le Vice Premier Ministre, Ministre d'Etat en charge de l'agriculture et du développement

Les partenaires



L'organisation de journées nationales de dégustations des produits locaux :

rural, représentant le Premier Gouvernement empêché. Plus de 5 000 personnes composés des ministres, des autorités administratives de premiers plan, des leaders de la société civile, des leaders d'opinions, des médias nationaux et internationaux et bien d'autres corps de la société camerounaise ont participé à cette journée de dégustation des produits locaux. Plusieurs temps forts ont meublés cette journée notamment :

- o Les allocutions du Délégué du Gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé, du Ministre du Commerce et du Vice Premier Ministre en charge de l'Agriculture et du Développement Rural.
- o L'organisation des tests de dégustation du riz local et du pain enrichi aux farines locales
- o La visite des stands. Toutes les autorités présentent au Palais des Congrès ainsi que leurs suites ont visité les stands.
- o Le vernissage de l'exposition des photos : une quarantaine de posters présentant des photos illustrant diverses situations de la vie en milieu rural ont été exposé dans le hall du Palais des Congrès
- o La dégustation des produits s'est faite par toutes les autorités et les invités présents. Ils ont dégustés les mets faits à base des produits locaux comprenant du riz avec des sauces associant du lait camerounais et en dessert du yaourt et du fromage camerounais.

Une cérémonie similaire a été organisée à Ebolowa, elle a eu lieu le 28 août 2010 et a connu la participation de près d'un millier de personnes y compris les autorités à tous les niveaux.

Les partenaires



Le vernissage



La dégustation



Organisation d'un concert de musique pour la sensibilisation :

Il a eu lieu à Ebolowa le 13 novembre 2010 et a mobilisé une dizaine d'artistes et environ 3000 personnes, majoritairement des jeunes.



Préparation de la participation au Comice agro pastoral d'Ebolowa :

Cette activité a été un processus tumultueux qui s'est étalé sur plusieurs étapes :

- o LES NÉGOCIATIONS AVEC LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE EN VUE D'ARRÊTER LE PRINCIPE ET LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION DE LA COSAC AU COMICE : Ces négociations se sont soldées par les conclusions suivantes : la COSAC contribuera pleinement à la tenue et participera au comice d'Ebolowa, elle maintiendra son statut d'acteur de la société civile, sa campagne zéro produit alimentaire importé au comice d'Ebolowa sera maintenue, un espace de 2000 m² pour l'implantation de son village, et le Gouvernement mettra à sa disposition des fonds pour le financement de sa participation. Cette phase s'est poursuivie avec la Fondation Interprogress qui a assuré l'organisation logistique du Comice.
- o L'ANIMATION DE LA COALITION EN VUE DE L'ORGANISATION DE SA PARTICIPATION : une quinzaine de réunions a été organisée entre les membres de la coalition pour la définition des modalités d'animation du village de la coalition et la participation de ses membres au comice. Par ailleurs, l'animation du site devrait se faire à travers : la démonstration des possibilités de production locale du riz et du pain enrichi à la farine locale, l'organisation des conférences débats sur les thèmes en rapport avec la production agricole au Cameroun, l'exposition des produits locaux (lait, riz, etc.)
- o LA CONSTRUCTION DU VILLAGE DE LA COALITION SUR LE SITE DU COMICE : les membres de la coalition ont choisi de construire des installations en



Préparation de la participation au Comice agro pastoral d'Ebolowa :

matériaux locaux qui illustrent la diversité sociologique, culturelle et agro écologique de toute la paysannerie camerounaise. A ce titre, des cases traditionnelles des cinq environnements agro écologiques du Cameroun ont été illustrés notamment le Nord, Le Nord-Ouest, le Sud et l'Ouest.



o UNE BOULANGERIE VERT-ROUGE-JAUNE A ÉTÉ CONSTRUITE DANS LE VILLAGE DE LA COALITION: Elle a servi à la production et à la dégustation des produits de boulangerie enrichie aux farines locales de 10 à 40% pendant toute la durée du Comice. Il était produit 10 000 pains et 1500 produits de pâtisserie par jour. De nombreuses personnalités politiques qui ont séjourné sur le site du Comice, ont apprécié la qualité des produits de la boulangerie Vert Rouge Jaune. Cette expérience a suscité un débat sur la possibilité de vulgarisation d'une telle pratique de production des produits locaux.

o TROIS CONFÉRENCES ONT ÉTÉ ORGANISÉES DANS LE VILLAGE DE LA COALITION : Plusieurs conférences ont été programmées dans le village de la coalition. Certaines d'entre elles devraient être animées par les partenaires de l'ACDIC. Notamment: José BOVE et Francisco MARI. En raison du renvoi de la date du comice, ces deux personnalités se sont retrouvées à Yaoundé et à Ebolowa sans pouvoir donner les conférences comme prévue. Pour palier à cette situation, une conférence a été organisée à l'Hôtel Hilton de Yaoundé, sur les impacts de la nouvelle politique agricole commune européenne sur les agricultures du SUD. Néanmoins trois conférences ont eu lieu dans le village de la COSAC sur les thèmes suivants :

Sa Majesté SOKOUDJOU Jean Rameau, Chef Supérieur des Bamendjou, et Agnès KOA productrice dans la banlieue de Yaoundé.

➔ « Négociations commerciales : peut-on interdire ou se protéger de l'entrée des produits étrangers dans le cadre des APE ? », avec pour conférencier Jacob KOTCHO, Secrétaire Permanent de l'ACDIC, Membre du Comité National de négociation des APE du Cameroun.

➔ « Comment redynamiser l'agriculture : le point de vue des producteurs » avec pour conférenciers

➔ « Les facteurs de production agricole : le financement de l'agriculture et l'accès à la terre » avec pour conférenciers, M. YONTJEGA Simon, Directeur de la MIFED, le Maire de Mengang, COMINSUD et RELUFA, deux organisations membres de la COSAC.



Organisation d'une campagne médiatique :

Les activités ont été médiatisées comme c'est souvent le cas. Plusieurs publications ont été faites :

- o **DANS LA PRESSE ÉCRITE** : 66 articles par 18 presses nationales et 4 presses internationales.

Presse	Nombre articles	Presse	Nombre articles
Le Jour	7	Reuters	2
The Horizon	1	AFP	2
The Post	2	Ici les gens du Cameroun	1
Nouvelle Expression	6	Repères	3
Le Popoli	3	Le Financier d'Afrique	1
Le Messenger	6	Humanitaire	1
Mutations	12	Dikalo	3
Emergence	1	L'Anecdote	1
Cameroon Tribune	6	Le Consommateur prudent	1
Jeune Afrique	2	La Voix du Paysan / TFV	3
Notre AFRIK	1	L'Action	1
		Total	66

- o **RADIOS** : 42 émissions et journaux radios par 9 radios nationales et 2 radios internationales

Radios	Nombre d'émissions
RTS	8 émissions + Journaux et interviews
Magic FM	6 émissions + Journaux et interviews
Satellite FM	2 émissions + Journaux et interviews
Radio Equinoxe	2 émissions + journaux et interviews
Sweet FM	2 émissions + Journaux et interviews
Radio Environnement	2 émissions + Journaux
FM 94	7 émissions + Journaux et interviews
TBC	3 Journaux
CRTV Radio	3 émissions+ Interviews
BBC	4 journaux + interviews
RFI	3 journaux + interviews

- o **TÉLÉVISIONS** : 40 émissions télé par 9 chaînes nationales et 3 chaînes internationales

Télévisions	Nombre d'émissions
CRTV	4 Journaux
Canal 2	5 Journaux + émissions débat
STV	6 Journaux + émissions débat
Equinoxe	3 Journaux + émissions débat
New TV	6 Journaux + émissions débat
Vision 4	5 Journaux + émissions débat
LTM	2 Journaux + émissions débat
Vox Africa	3 Journaux + émission débat
ATV	2 Journaux
DBS	2 Journaux
France 24	1 émission télé
M6	1 émission télé

Ambiance au coeur du village de la COSAC



- o **INTERNET** : Plusieurs articles publiés sur d'autres sites internet.

Journal du Cameroun	2
Camer.be	1
Camer info	1

Production des supports de communication pour les journées de dégustation et du Comice :

Il s'agit de :

- o 40 posters géants, et une demi-douzaine de posters pour certains partenaires
- o Un documentaire de 25 minutes titré sur : « Cameroun pays riche et affamé »
- o des spots publicitaires radio et TV.
- o Un livre blanc de 36 pages tiré à 15 000 exemplaires portant sur la campagne zéro produit alimentaire importé au Comice.
- o Des cartons d'invitation tirés à 10 000 exemplaires
- o Une plaquette de présentation des membres de la COSAC (16 pages tirées à 5 000 exemplaires)
- o Deux fiches techniques manioc et riz tirées à 30 000 exemplaires
- o Un album photo spiralé tiré à 5 000 exemplaires (58 pages) portant sur les produits agricoles du Cameroun.
- o Des enveloppes A5 blanches tirées à 3 000 exemplaires, Un programme tiré à 2 500 exemplaires
- o Un sac cartable produit à 2 500 exemplaires
- o De nombreux gadgets (500 tee-shirts, 1000 polo, 200 casquette, 100 blousons, ...).



Au terme de la manifestation, il convient de signaler que l'objectif de la campagne zéro produit alimentaire importé au comice d'Ebolowa a été entièrement atteint. Notamment l'absence de tout produit alimentaire importé figurant sur la liste des produits identifiés par la COSAC.

BONNE GOUVERNANCE :

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES DÉTOURNEMENTS DANS LES CIRCUITS D'ENCADREMENT AGRICOLE

Dans cette période les activités relatives à la bonne gouvernance ont été centrées sur la sensibilisation de la jeunesse en milieu scolaire.

1. Sensibilisation, mobilisation des jeunes contre la corruption

L'ACDIC a entrepris de sensibiliser les jeunes particulièrement dans les établissements d'enseignement secondaires et supérieurs (Universités) sur le thème « Jeunesse, sachons dire non à la corruption ». Plusieurs actions ont été menées, notamment :

- Deux ateliers de réflexion sur les stratégies de sensibilisation de cette campagne ont été organisés. Ils réunissaient aussi bien le staff technique de l'ACDIC Centre que les membres du département Mobilisation et Manifestation du Secrétariat permanent.
- Au terme de ces ateliers, les termes de référence des stratégies de la campagne de

sensibilisation ont été élaborés afin de faciliter l'organisation logistique des tournées dans les lycées et campus..

- Plusieurs outils ont été produits pour faciliter la communication, Notamment : (i) Un spot publicitaire médiatisé dans les radios et télévisions de la place ; (ii) des gadgets ont été produits et distribués tel que les affiches, les dépliants, les tracts, les tee shirts etc.
- Des minis concerts musicaux suivis des kermesses ont été organisés dans une trentaine d'établissements secondaire et dizaine d'établissements supérieurs réunissant près de cinq cent jeunes par établissement.
- Cette campagne est couronnée par un tournoi de football inter scolaire réunissant les établissements de la région du centre et a permis la création immédiate des clubs anti- corruption dans ces différents établissements.

SUIVI DES RÉOLUTIONS ET FONDS INTERNATIONAUX ALLOUÉS À L'AGRICULTURE

Cet axe d'activité a pour objectif le suivi de la mise en œuvre de traités et déclarations internationales signé pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Les actions suivantes ont été menées au cours de ces six mois.

1. Participation aux conférences et présentations des résultats

Au cours de ce semestre nous avons explorés des contacts et organisés des échanges multidimensionnels avec les bailleurs de fonds internationaux. Nos interventions se sont manifestées par notre présence aux séminaires et

conférences débats organisés par des organismes internationaux notamment : (i) FIDA (Fonds international de développement agricole) conjointement avec (ii) FAO (programme alimentaire mondiale) sous le thème « Regard sur les politiques agricoles des pays d'Afrique subsahariennes » (iii) IGC (Initiative pour la gouvernance citoyenne) instigateur d'une conférence débat suivi d'une séance de restitution devant un parterre d'une trentaine d'institutions nationales et régionales sous le thème « l'implication des gouvernements africains dans les prescriptions des résolutions de l'union africaine sur le développement de l'agriculture durable.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES & INTÉGRATION RÉGIONALE

Nous avons poursuivi notre implication dans les négociations de l'APE en Afrique centrale. Principalement :

1. Participation aux Comité national de suivi et de coordination des négociations de l'accord de partenariat économique du Cameroun :

Les discussions dans ce dossier traînent en raison de la réticence du Cameroun à mettre en œuvre l'APE intérimaire signé en janvier 2009. Toutefois, au stade actuel, des échanges ont lieu sur le projet de règlement intérieur du Comité APE, qui est l'instance chargée de l'administration de la mise en œuvre de l'APE. Nous avons pris part aux quatre rencontres du CNSC-APE du Cameroun pendant ce semestre.

2. Participation aux négociations au niveau régional :

Pendant le second semestre 2010 deux rencontres ont eu lieu. Une concertation régionale à Kinshasa au mois d'août 2010 en vue de traduire en positions techniques de négociation, les orientations ministérielles de mars 2010 à Douala. La seconde rencontre s'est tenue à Douala au mois de novembre 2010. Cette rencontre conjointe a permis la reprise des contacts entre les deux

équipes de négociation. Elle a aussi été l'occasion de faire le point sur les positions des parties sur les différentes questions en négociation et d'adopter un agenda pour la poursuite des négociations.

3. Participation aux activités/campagnes internationales sur les APE :

➤ Nous avons organisé à Yaoundé au mois de juillet 2010, la 13ème assemblée générale du Réseau Africain du Commerce dont les thèmes principaux ont été la crise économique et financière et le commerce en Afrique, les accords de partenariat économique, et le changement climatique et le commerce en Afrique.

➤ Nous avons aussi organisé une concertation régionale des OSC d'Afrique Centrale sur les négociations APE à la suite de l'AG de ATN.

➤ Nous avons participé à la conférence organisée par les organisations Allemandes sur la nouvelle politique commerciale européenne en novembre 2010. A cette occasion nous avons fait deux communications, sur les négociations de l'APE en Afrique Centrale et sur l'impact de la politique commerciale européenne sur la souveraineté alimentaire au Cameroun.

NOUVELLES THÉMATIQUES

Nous avons poursuivi notre action par rapport à la campagne train sans souffrance. Nous sommes entrés en négociation avec l'autorité de la Société CAMRAIL chargé de la gestion de la concession du domaine ferroviaire.

➤ A la suite d'une correspondance du Président du Comité de Pilotage de la Campagne train sans souffrance au Président du Conseil d'Administration de CAMRAIL, nous avons été reçus en audience par celui-ci au mois de décembre 2010.

➤ Au cours de cette rencontre, nous avons fait le

point sur les avancées réalisées par CAMRAIL dans l'amélioration des conditions de transport par train. Il ressort de cet échange que de nombreuses réalisations ont été effectuées ou sont en cours par rapport aux conditions de transport dans les wagons, aux conditions d'accueil dans les gares, aux conditions d'acquisition des titres de transports.

➤ Les rencontres du Comité de Pilotage ont été organisées et des activités de sensibilisation ont été organisées en direction des autorités traditionnelles dans les régions du Grand Nord.

BONNE GOUVERNANCE :

RENFORCEMENT DE LA BASE SOCIALE DE L'ACDIC

La dynamique de renforcement des capacités des structures décentralisées de l'ACDIC a été ralentie au profit de la mobilisation pour le Comice. Toute fois deux réunions du Bureaux Exécutif de l'ACDIC ont eu lieu au cours de ce semestre.

Par ailleurs, nous avons poursuivi notre soutien au Réseau Dynamiques Africaines. A ce titre, nous avons bénéficié de l'opportunité de

l'organisation de l'AG du réseau ATN pour inviter les organisations membres du DAF et tenir une AGE en vue du règlement des différends internes. De même, en décembre 2010, nous avons contribué à l'organisation d'une réunion de mise au point regroupant une vingtaine de membres du réseau en provenance de tous les pays de la configuration.

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ACDIC

- Par rapport à l'Animation de la vie Associative, deux rencontres du Bureau exécutif ont eu lieu à Yaoundé.
- Le fonctionnement courant du Secrétariat Permanent a été assurée. Les impôts, les loyers, les factures d'eau, d'électricité, de téléphone et d'Internet ont été payées. Par ailleurs, les charges de maintenances ont été assurées et les consommables achetés.
- Un audit des comptes pour la période de juillet à décembre 2010 a été organisé. D'autre part l'audit de démarrage du projet PAT de l'ACDIC a été réalisé et le rapport produit.

Lors d'une réunion du bureau exécutif



CONCLUSION

En conclusion, nous pouvons affirmer que le PAT est en bonne voie d'exécution dans la mesure où les axes d'activité traditionnels sont en cours d'exécution. Toutefois, les tensions financières générées par les retards de négociation avec nos partenaires financiers ont eu pour conséquence que certains sous axes du plan ont été plus ou moins amorcés.

Il s'impose, pour être réaliste d'opérer une relecture du plan d'action en vue d'un redimensionnement.



Rapport d'activités 2011

- Elections présidentielles -

Pacte pour le Développement rural



L'équipe de l'ACDIC dans la rue pour la signature des pétitions



Garoua : Présentation du «pacte pour le développement rural» «sous l'arbre», suite à interdiction de la conférence publique.

Bloc Notes

Cette campagne a été rendue possible grâce à l'appui financier de EED/Allemagne qui ayant très vite saisi l'opportunité et la pertinence de celle-ci, a autorisé que nous l'intégrions dans notre plan d'action pour lequel nous bénéficions déjà de son appui financier. Qu'il reçoive ici, nos chaleureux remerciements. Ces remerciements sont d'autant plus chaleureux qu'ils nous ont permis non seulement de boucher une grosse partie du trou de notre budget y afférent, mais aussi et surtout de puiser au fond de notre imagination pour combler le gap... en travaillant autrement et encore plus dure en équipe.

Chose particulière ! Que nous avons beaucoup apprécié, c'est la participation de plusieurs amis et partenaires à cette campagne. De la conception à la mise en œuvre, nous avons bénéficié de sages conseils, contributions, voire corrections de ceux-ci.

Nous avons cité : Philippe SAMSON, Freddy DESTRAIT, Francisco MARI, Jean Marc DESFILS, José BOVE, Pierre GAUTIER, Philippe DE LEENER, Fernand VINCENT et Joël MAGNE.

Que tous trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements.

ACDIC / Octobre 2011

Yaoundé : 31 Août 2011, Hôtel Djeuga palace, conférence de présentation du pacte pour le développement rural



Douala : 06 septembre 2011, Hôtel Somatel, conférence de présentation du pacte pour le développement rural



Initiée par :

« **ACTIONS PAYSANNES** » : Association paysanne sans appartenance politique et non-confessionnelle, ayant pour but de défendre les intérêts des paysans ;

L'« **ACDIC** » : Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs, association sans appartenance politique et non-confessionnelle, ayant pour but de défendre les intérêts collectifs ;

Et

La « **COSAC** » : Coalition Souveraineté Alimentaire, coalition d'une cinquantaine d'associations, sans appartenance politique et non-confessionnelle ayant pour but de promouvoir la souveraineté alimentaire du Cameroun ;

La campagne « *Pacte pour le développement rural* » se voulait être une réaction des trois associations face aux multiples brimades, intimidations et autres interdictions de manifestation - dont elles sont souvent l'objet de la part des pouvoirs publics.

Au sortir de la dernière manifestation (bien sûr interdite) du 31 mai 2011 qui avait vu l'arrestation et l'internement de 37 paysans et qui fut le fertilisant de la naissance d'Actions Paysannes, rendez-vous avait été donné par les paysans pour une nouvelle manifestation le 31 août 2011. Au fil du temps, on sentait ce rendez-vous difficile à tenir pour plusieurs raisons dont la jeunesse de « *Actions Paysannes* », la proximité de cette date du 31 août avec non seulement la rentrée scolaire prévu au 05 septembre, mais aussi les élections présidentielles n'étaient pas des moindres. Il fallait trouver une nouvelle parade citoyenne pour continuer à pressuriser les pouvoirs publics afin qu'ils s'intéressent aux problématiques du développement rural.

L'idée du pacte entre les électeurs et les candidats autour d'un ensemble de propositions pour le développement rural, venait à point nommé. Après plusieurs réunions internes aux associations et entre les trois associations, la campagne: « *Pacte pour le Développement rural à l'Élection présidentielle du 09 octobre 2011* » vit le jour.

Avec les objectifs suivants :

- Négocier la signature du pacte par les 23 candidats ;
- Placer les problématiques du développement rural au cœur de la campagne électorale ;
- Contribuer à l'éducation citoyenne, voire politique des populations ;
- Marquer la présence de la société civile dans cette période de campagne.

Pour ce faire nous avons prévu de :

- Concevoir et produire le pacte à l'attention des candidats et électeurs ;
- Concevoir et produire une déclaration (pétition) de soutien du pacte à l'attention des populations ;
- Rencontrer et négocier la signature du pacte par les candidats ;

- Organiser la campagne de collecte des signatures de soutien ;
- Concevoir et mettre à exécution un plan de communication.

En date du 21 octobre 2011, la cours suprême en lieu et place de la cour constitutionnelle a proclamé les résultats de la présidentielle. Paul Biya qui brigait son nième mandat après 29 ans de pouvoir et à 78 ans, a été réélu avec 78% des suffrages exprimés.

Que retenir de cette campagne ?

Tant sur le plan des résultats que celui de l'impact, on peut dire que celle-ci a été un très grand succès. Malgré quelques difficultés, nos objectifs qui en réalité sont le point de départ à une nouvelle campagne, ont été atteints.

- Le pacte a été conçu, tiré à 15 000 exemplaires et diffusé sur l'étendue du territoire. Très apprécié, il fait encore l'objet de demande, au point qu'on puisse envisager un nouveau tirage ;
- 19 candidats des 23 qui briguaient la présidence ont signé le pacte. Un taux d'adhésion de 83% ;
- Dans les débats avec les médias, tous les candidats ont eu à parler du développement rural et à se justifier sur leur signature ou non du pacte ;
- 55 000 déclarations de soutien ont été récoltées. Près de 25 000 d'entre elles portant une adresse téléphonique et adresse mail sont venues compléter notre base de données des coordonnées téléphoniques et notre mailing liste ;
- Sur le plan médiatique, en 39 jours, la campagne pacte a été évoquée 141 fois dans les médias dont : 12 fois dans la presse écrite, 70 fois dans les radios, 54 fois dans les télés et 15 fois dans la presse cybernétique ;
- Les multiples sorties en équipe dans les rues pour faire signer la déclaration ont permis de mesurer tant l'efficacité de notre plan de communication que la pénétration et la sensibilisation des populations ;
- La société civile a été présente dans la campagne et on a même noté des actes de mimétisme concernant ce concept de pacte proposé aux candidats. Elle a su rester et faire reconnaître sa place dans la société.
- Dans quelques villes (Bamenda, Garoua et Bafoussam), nous avons été interdits de conférence. Heureusement, ces faits d'interdiction ont plutôt aiguisé la curiosité et l'adhésion des populations.
- De toute évidence, les propositions que nous avons faites pour sortir notre agriculture de sa léthargie feront date et détermineront tout au long de ce septennat le sens des discussions sur le développement rural ;
- La rencontre avec tous les leaders politiques postulants à la présidentielle, nous a permis de comprendre un peu plus le milieu politique camerounais. Comme dirait quelqu'un : *«Miss Cameroun n'est pas la plus belle fille du Cameroun, mais la plus belle de celles qui ont concourru».*

Elections présidentielles 2011 : PACTE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

Voici les candidats qui ont signé

ATANGANA NSOE Simon Pierre,
Grand Cameroun



AYAH Paul Abine,
People's Action Party



BILE Olivier Anicet, Union pour la
Fraternité et la Prospérité



DZONGANG Albert, La Dynamique
pour la Renaissance Nationale



EKANE Georges Anicet,
Manidem



EKINDI Jean Jacques,
Mouvement Progressiste



FEUZEU Isaac, Mouvement pour
l'Emergence et le Réveil du Citoyen



GARGA Haman Adjii, Alliance pour
la Démocratie et le Développement



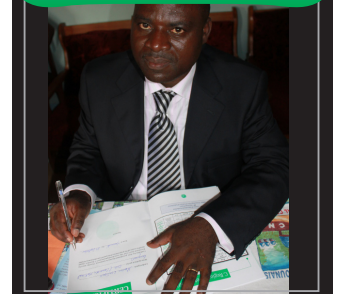
HAMENI BIELEU Victorin François, Union
des Forces Démocratiques du Cameroun



KAMGANG Hubert, Union des
Populations Africaines



LONTOUO Marcus, Congrès
National Camerounais



MOMO Jean de Dieu, Patriotes Démocrates
pour le Développement du Cameroun



MUNA Bernard Achuo, Alliance des Forces Progressistes



NDAM Njoya Adamou, Union
Démocratique du Cameroun



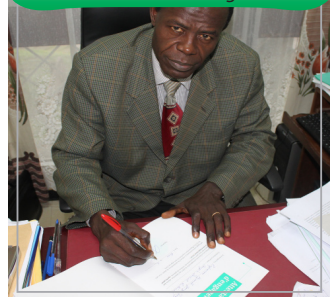
NGO Fritz Pierre, Mouvement
des Ecologistes Camerounais



NI John Fru Ndi, Social
Democratic Front



NYAMNDI George Dobgima, Social Liberal Congress



SOH FONE Daniel, Parti
Socialiste Unifié



WALLA Edith KAHBANG, Cameroon People's Party



Déploiement de l'équipe du secrétariat permanent de l'ACDIC dans la rue pour la signature des pétitions



Légende

- | | |
|----------------------|--------------------|
| 1- Aboubakar Hamadou | 8- Justin Leundjio |
| 2- Alvine Yamdjeu | 9- Lydie Kenmegne |
| 3- Amos Fotsing | 10- Michel Nang |
| 4- Claude Batindi | 11- Patricia Boyo |
| 5- François Bimogo | 12- Gaston Abe Abe |
| 6- Hervé Teguia | 13- Vanessa Benn |
| 7- Isidore Feugang | 14- Viviane Teguia |

En guise de conclusion

Quelques raisons du succès de la campagne méritent d'être relevées. Nous avons cité : **(i)** La thématique (développement rural) qui touche plusieurs camerounais, même ceux qui ne travaillent pas en milieu rural ; **(ii)** Un bon plan de communication qui a été bien exécuté ; **(iii)** la crédibilité de l'ACDIC et de son Président ; **(iv)** l'originalité de la démarche; **(v)** la nouveauté du concept, **(vi)** la cohésion de l'équipe du Secrétariat Permanent ; **(vii)** le contexte socio-politico-économique du Cameroun, marqué par un certain désintéressement à la chose politique, qui n'a pu faire rêver d'un avenir meilleur à tout point de vue.

Par ailleurs,

Quoi que le Président Paul Biya, vainqueur de l'élection présidentielle n'ait pas signé le pacte, l'ACDIC, la COSAC et AP sortent de cette campagne avec un grand capital : **(i)** Crédibilité au sein de l'opinion; **(ii)** Expérience dans le domaine de la mobilisation et du plaidoyer; **(iii)** Aura internationale; **(iv)** Réseau de sympathisants; **(v)** Légitimité pour les causes du développement rural.

Incontestablement, ce capital autorise la poursuite de l'action par la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour convaincre le candidat élu qui n'a pas signé. A défaut d'une signature réelle, on miserait sur une signature virtuelle. C'est-à-dire obtenir la mise en œuvre des propositions du pacte pendant le septennat. Toute chose compréhensible et logique, vus les échecs répétitifs des mesures actuelles d'accompagnement des producteurs. Les propositions du pacte pour sortir l'agriculture camerounaise de la léthargie sont aujourd'hui plus qu'hier d'actualité.

Individuellement ou en groupe et de manière particulière, nous avons à l'ACDIC vécu une expérience avec cette campagne. Aussi avons-nous décidé de partager cette expérience dans un livre (déjà en production) qui raconte dans le menu détail tout ce que chacun et nous avons vécu. Sortie escomptée du livre: Décembre 2011.

Sortie escomptée du livre : Décembre 2011.

Vous voulez en savoir plus...

www.acdic.net

C'EST QUOI ACDIC-INFO ?

Près de 190 000 personnes reçoivent chaque semaine les messages d'ACDIC-INFO par SMS. Les demandes d'inscription parmi les abonnés continuent de nous parvenir.

Le saviez-vous ?

Plusieurs attaques voire menaces aux intérêts collectifs naissent et prospèrent pour la simple raison que celles-ci et leurs auteurs ne sont ni connus de l'opinion, ni connus des dépositaires d'enjeux susceptibles d'influer sur le cours de ces maux.

ACDIC-INFO est un outil d'information, de formation, de sensibilisation et de conscientisation relayé par SMS et par Mail, mis en place par l'ACDIC aux fins de veille citoyenne sur la qualité de vie des populations.

ACDIC-INFO se situe dans la lignée des outils d'information qui donnent l'opportunité : - d'être maître des informations qu'on porte, - de toucher un grand nombre de gens et en très peu de temps, - de placer l'information dans la paume des dépositaires d'enjeux concernés par la problématique soulevée - d'obtenir très rapidement des réactions, voire de solutions aux problèmes soulevés, - d'anticiper et d'alerter sur les menaces aux intérêts collectifs.

ACDIC-INFO s'avère donc être : – Un puissant outil de pression et de mobilisation; – Un efficace outil d'animation de la vie associative ; – Un puissant outil de sensibilisation, de conscientisation et d'information des masses.

Quelle Organisation ?

ACDIC-INFO c'est aussi une équipe compétente et dévouée. Une équipe répartie dans six services, à fonctions spécifiques et précis dans le processus de production et de diffusion de l'information : - Le Service de Gestion des SMS; - Le Service de Gestion des Emails et Site Web; - Le Service de Suivi ; - Le service Enquête, Conception et rédaction des sms et articles ; - Le Desk anglophone; - Le service Administratif et financier.

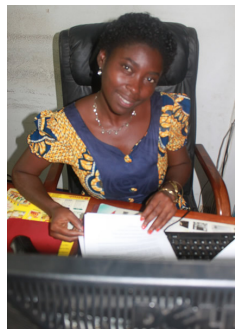
Des résultats tangibles ?

Depuis sa création en novembre 2011, huit ACDIC-INFO sur les 25 déjà paru ont eu des effets et impacts probants :

- **ACDIC-INFO N° 3** qui a dénoncé l'absence et vu la construction du Bac Nachtigal sur le fleuve Sanaga ;
- **ACDIC-INFO N° 4** qui a dénoncé le détournement de l'argent des tabaculteurs de l'Est et vu la sanction du ministre de l'agriculture ;
- **ACDIC-INFO N° 11** qui a dénoncé les tracteurs agricoles abandonnés dans les herbes et vu la réparation de la situation ;
- **ACDIC-INFO N° 14** qui a dénoncé les importations massives de riz et vu un débat national sur le sujet ;
- **ACDIC-INFO N° 15** qui a dénoncé la rareté des semences de maïs et vu des dispositions prises par le gouvernement ;
- **ACDIC-INFO N° 18** qui a dénoncé l'absence de météo au Cameroun et vu des mesures de correction prises par le gouvernement ;
- **ACDIC-INFO N° 19** qui a dénoncé la vie chère et vu la réplique du Mincommerce ;
- **ACDIC-INFO N° 21** sur la saisie et destruction du poulet congelé importé.



Service de gestion des SMS



Service de gestion des EMAILS et Site Web



Service de SUIVI



Service ENQUETES, Conception et rédaction des SMS et Articles



Service Administratif et Financier

EFFETS ET IMPACTS IMMEDIATS : Exemples

Construction du Bac Nachtigal sur le fleuve Sanaga



Avant



Avant



Aujourd'hui

Tracteurs agricoles sortis des herbes à Ebolowa



Avant



Avant



Aujourd'hui

Réhabilitation de la météorologie au Cameroun



Avant



Avant

Processus de correction en cours

Aujourd'hui

Saisie / destruction du poulet congelé importé



Avant



Aujourd'hui



Aujourd'hui

Sanction suite au détournement de l'argent des tabaculteurs de l'Est

Distribution des semences de maïs après alerte sur la pénurie



ACDIC



Adresse :

BP : 30.989 Rue CEPER Yaoundé-Cameroun

Site web :

www.acdic.net

E-mail :

acdic@acdic.net

Tél./Fax :

(237) 22 20 73 37